

TABLE DES MATIÈRES

Préface	11
Sommaire	17
Introduction générale	19
I. Intérêt de l'étude	19
II. Objet de l'étude	24
III. Méthode de l'étude	34
PREMIÈRE PARTIE	
L'ASSOCIATION DE MAYOTTE À L'UNION EUROPÉENNE	
Titre I : L'identification juridique de l'association	51
Chapitre I : Une assimilation partielle du territoire de Mayotte	53
Section 1 : Une application mouvante du droit de l'Union européenne	54
I. Une application circonscrite	54
II. Une application évolutive	57
Section 2 : Un amalgame persistant avec un État tiers	62
I. Une confusion matérialisée par un traitement analogue	62
II. Une assimilation contestée par la revendication d'une identité européenne	66
Conclusion du chapitre I	71
Chapitre II : Une assimilation imparfaite de la population mahoraise	73
Section 1 : La nationalité d'un État membre, critère exclusif d'attribution de la citoyenneté européenne	73
I. L'exclusion des ressortissants des Pays et Territoires d'Outre-Mer britanniques du champ d'application personnel de la citoyenneté européenne	74
II. L'inclusion des ressortissants des Pays et Territoires d'Outre-Mer, nationaux d'un État membre, dans le champ d'application personnel de la citoyenneté européenne	80
Section 2 : La nationalité d'un État membre, critère relatif de plein bénéfice des droits attachés à la citoyenneté européenne	82
I. La territorialité, facteur cartésien de neutralisation des droits attachés à la citoyenneté européenne dans les Pays et Territoires d'Outre-Mer	83
II. La nationalité, facteur contesté du plein bénéfice des droits attachés à la citoyenneté européenne dans les États membres	94
Conclusion du chapitre II	99
Conclusion du titre I	100
Titre II : Les fonctions économiques de l'association	101
Chapitre I : Le bénéfice d'un régime commercial préférentiel	103
Section 1 : Un libre accès des produits mahorais au marché européen	103

I.	Un libre accès avantageux	104
II.	Un libre accès encadré	108
III.	Un libre accès menacé	117
Section 2 :	Un accès contrôlé des produits européens au marché mahorais	121
I.	La taxation possible des importations originaires de l'Union européenne	121
II.	La taxation univoque des importations originaires de l'Union européenne	126
Conclusion du chapitre I		131
	Chapitre II : Le financement du développement économique et social	133
Section 1 :	Le financement singulier du développement économique et social de Mayotte	134
I.	Un financement protéiforme centré sur le Fonds européen de développement	135
II.	Un financement intergouvernemental, vestige des relations coloniales ...	138
Section 2 :	Le financement mitigé du développement économique et social de Mayotte	143
I.	Une gestion compliquée des aides européennes	143
II.	Un financement complémentaire de l'action de l'État et de la collectivité de Mayotte	149
Conclusion de chapitre II		155
Conclusion du titre II		155
Conclusion de la première partie		156

SECONDE PARTIE

L'INTÉGRATION DE MAYOTTE DANS L'UNION EUROPÉENNE

Titre I : La pertinence juridique de l'intégration	161	
Chapitre I : Une intégration facultative	163	
Section 1 :	Une absence de lien automatique confortée par la lecture juridique	164
I.	Une influence réciproque manifeste	164
II.	Une interdépendance inexistante	168
Section 2 :	Une interdépendance illusoire entretenue par l'interprétation politique	176
I.	Une interdépendance fictive impulsée par les autorités nationales	176
II.	Le rejet implicite du maintien du statut de Pays et Territoire d'Outre-Mer	178
III.	L'absence de consultation de la population locale	184
Conclusion du chapitre I	188	
Chapitre II : Une intégration cohérente	189	
Section 1 :	Une intégration conforme au droit de l'Union européenne	190
I.	Une application de principe du droit de l'Union européenne	190
II.	Une application contraignante du droit de l'Union européenne	194
Section 2 :	Une application adaptée du droit de l'Union européenne	199
I.	Une reconnaissance désordonnée de l'application adaptée	201
II.	Une stabilisation laborieuse de l'application adaptée	210
Conclusion du chapitre II	217	
Conclusion du titre I	217	

Titre II : La pertinence économique de l'intégration	219
Chapitre I : Une liberté économique circonscrite	221
Section 1 : Une perte ambivalente de la liberté économique octroyée par le statut de Pays et Territoire d'Outre-Mer	221
I. Un accroissement hypothétique du libre accès au marché européen	222
II. Une perte conséquente du contrôle des importations européennes.....	223
Section 2 : Une compensation incertaine de la perte de liberté économique	230
I. Une compensation encadrée par le droit de l'Union européenne	231
II. Une compensation vitale pour les collectivités mahoraises.....	239
Conclusion du chapitre I.....	244
Chapitre II : Un soutien financier augmenté	245
Section 1 : Une reconfiguration avantageuse des montants des fonds européens	246
I. Une augmentation massive des subsides européens à Mayotte	247
II. Une augmentation limitée des subsides européens destinés aux régions ultrapériphériques	250
Section 2 : Une reconfiguration impérieuse de la gestion des fonds européens	255
I. Le choix de modalités de gestion des Fonds structurels	255
II. La détermination d'une stratégie de gouvernance par les élus locaux	259
Conclusion du chapitre II.....	260
Conclusion de titre II	261
Conclusion de la seconde partie.....	261
Conclusion générale	263
Bibliographie	267
Index	327
Table des matières	331